

Idées pour...

Restaurer la compétitivité

Un état des lieux préoccupant

Les performances de la France à l'exportation n'ont cessé de se dégrader depuis vingt ans. Si le recul des parts de marché est lié pour partie à l'émergence de nouvelles puissances exportatrices comme la Chine, la France a tout de même reculé deux fois plus que l'Allemagne et fait moins bien que le Royaume-Uni. Nos spécialisations géographiques et sectorielles ne sont pas en cause. La France manque de compétitivité-prix et surtout hors-prix. Cette compétitivité se joue à tous les étages de l'économie et non pas simplement au sein des entreprises exportatrices. Pour inverser la tendance, une mobilisation de tous les acteurs économiques est nécessaire.

Jouer sur les atouts de la France...

La compétitivité dans tous ses états

Produire à moindre coût : la compétitivité-prix

- Accentuer les allègements de charges sociales sur les bas salaires pour stimuler l'emploi peu qualifié et réduire certains coûts incorporés aux biens exportés (par exemple, gardiennage ou entretien des sites de production). Dans la même logique, favoriser la concurrence dans les secteurs fournisseurs de l'industrie (transport, services aux entreprises) afin d'en réduire les coûts.
- Favoriser l'adaptabilité des salaires à la productivité de chaque entreprise en réduisant le champ des salaires conventionnels. La concurrence entre entreprises pour attirer la main d'œuvre est vertueuse car elle favorise les entreprises les plus productives, aptes à proposer les meilleurs salaires.

Jouer la carte de la qualité : la compétitivité hors-prix

- Améliorer la formation à tous les niveaux pour gagner en productivité et opérer une montée en gamme. Par exemple, accroître le nombre de places dans les formations technologiques post-Bac qui offrent de nombreux débouchés professionnels, réduire en proportion la capacité de certaines filières générales et moduler les bourses d'études en fonction des secteurs porteurs.
- Profiter du prestige des marques françaises en faisant de la défense de la propriété intellectuelle une priorité dans les négociations internationales. La qualité de l'industrie du luxe en France (24 marques parmi les 100 premières marques mondiales) illustre les possibilités uniques offertes par la compétitivité hors-prix, par exemple dans la maroquinerie et le vin.
- Dans l'agriculture, aider les acteurs à promouvoir conjointement un petit nombre de labels pour valoriser des atouts français comme le contrôle sanitaire, la traçabilité intégrale, l'absence d'antibiotiques et de promoteurs de croissance, ou le respect de l'environnement.

Amorcer la compétitivité de demain...

Un partenariat public-privé sur la compétitivité

Accompagner les transformations

- Inciter les entreprises à investir dans les nouvelles technologies moins énergivores en annonçant de manière crédible (et donc prévisible) le renchérissement graduel sur longue période de l'électricité et des émissions de gaz à effet de serre. Pour limiter les effets négatifs sur la compétitivité, redistribuer le produit des taxes environnementales aux entreprises elles-mêmes de manière forfaitaire.
- Soutenir la compétitivité de l'agriculture française en levant les obstacles à l'agrandissement des exploitations (du fait du ciblage des aides) et à l'adoption de nouvelles technologies lorsque celles-ci n'ont pas d'effets environnementaux néfastes. L'agriculture de précision, plus respectueuse de l'environnement, est plus facilement accessible aux grandes exploitations. En parallèle, développer une formation professionnelle de haut niveau, technique et managériale dans la filière agricole.

Penser « compétitivité » à tous les niveaux

- Prendre systématiquement en compte les enjeux économiques des politiques publiques. De nombreuses politiques (formation, recherche, charges sociales, santé, logement, développement durable) affectent la compétitivité et devraient être examinées à l'aune de celle-ci, même lorsque ce n'est pas leur objectif premier (par exemple, la modération salariale est plus facile lorsque les loyers n'augmentent pas).
- Lever les obstacles au développement des jeunes PME à fort potentiel de croissance, notamment en limitant les effets de seuil et en ciblant les dispositifs d'aide sur l'âge plutôt que la taille. La dynamique des entreprises en France semble paradoxale : si les jeunes PME sont plus productives que leurs aînées, pourquoi ne croissent-elles pas davantage ? Cela reflète une difficulté à réallouer les facteurs de production (capital et travail) des entreprises les moins productives vers les plus productives.

Pour en savoir plus



Dynamique des salaires par temps de crise, Philippe Askenazy, Antoine Bozio et Cecilia García-Peñalosa, *Note du CAE*, n° 5, avril 2013.

Énergie et compétitivité, Dominique Bureau, Lionel Fontagné et Philippe Martin, *Note du CAE*, n° 6, mai 2013.

Redresser la croissance potentielle de la France, Patrick Artus, Cecilia García-Peñalosa et Pierre Mohnen, *Note du CAE* n° 16, septembre 2014.

À la recherche des parts de marché perdues, Maria Bas, Lionel Fontagné, Philippe Martin et Thierry Mayer, *Note du CAE*, n° 23, mai 2015.

Faire prospérer les PME, Membres du CAE, *Note du CAE*, n° 25, octobre 2015.

L'agriculture française à l'heure des choix, Jean-Christophe Bureau, Lionel Fontagné et Sébastien Jean, *Note du CAE*, n° 27, décembre 2015.